

CONSULTATION PUBLIQUE N°2024-08

Version non confidentielle

Consultation publique du 3 juillet 2024 sur une proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Question 1 : Etes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

ilek soutient les ambitions de la CRE visant à renforcer le cadre réglementaire pour améliorer les pratiques des fournisseurs. Aussi, de façon générale, nous ne voyons pas d'inconvénients aux grands principes exposés par la CRE. En revanche, nous nous demandons si ce cadre aurait réellement pu prévenir les quelques faillites rencontrées durant la crise, ou les arbitrages de couverture dénoncés par le régulateur et le secteur.

Dans le cadre d'un retour d'expérience de la crise, nous considérons que l'objectif de la CRE doit être triple :

1. Éviter la faillite d'un fournisseur qui se serait mal couvert en cas de retournement de marché

Sur ce point, il nous semble que le risque de faillite ne serait pas réduit avec les obligations proposées par la CRE car la simple explosion des appels de marge pourrait conduire un fournisseur "bien couvert" à la faillite.

2. Éviter qu'une politique de couverture "risquée" d'un fournisseur se fasse au détriment des consommateurs

En cas de retournement de marché, le risque est de voir les prix des offres de fournisseurs mal couverts exploser. Cette problématique doit pouvoir trouver une solution dans le cadre du contrôle de cohérence des offres de fourniture d'électricité et de gaz souhaité par la CRE. Or, le passé a prouvé que ce n'est pas parce qu'un fournisseur est "bien couvert" qu'il ne pourra pas faire des arbitrages de couverture en cas de forte hausse des marchés.

3. Éviter qu'une politique de couverture "risquée" d'un fournisseur se fasse au détriment d'autres fournisseurs ayant une politique de couverture "prudente"

Les fournisseurs ayant une stratégie de couverture prudente sont les premiers (avec les consommateurs) à subir les stratégies agressives de couverture de leurs concurrents :

- *En cas de marché baissier, ils ne sont plus compétitifs. Ils perdent des clients et doivent revendre à perte leurs positions sur les marchés ;*
- *En cas de marché haussier, ils subissent l'augmentation incontrôlée des offres des fournisseurs "mal couverts" avec un afflux de clients chez eux dont ils n'avaient pas anticipé la couverture. Ces fournisseurs ont alors deux possibilités : lisser l'augmentation des prix entre cet afflux de*

nouveaux clients et leurs clients historiquement en portefeuille ou fermer les souscriptions.

Dans le même temps, la CRE doit éviter que l'ensemble des mesures qu'elle propose (obligations prudentielles de couverture, contrôle de la cohérence des offres, engagements des lignes directrices) conduise à une standardisation des stratégies commerciales des fournisseurs qui compromettrait leur liberté d'entreprendre et d'innover, ainsi qu'à un appauvrissement des offres disponibles pour les consommateurs.

*Aussi, plutôt que d'interdire ce risque de couverture, la CRE devrait veiller à ce que **ce risque de couverture soit pleinement assumé par le fournisseur et ne soit plus porté par la collectivité** (État, consommateurs et autres fournisseurs "bien couverts").*

Nous considérons que la meilleure solution pour répondre à cette double problématique (liberté stratégique et prise en charge du risque) serait de ne plus regarder les différentes obligations souhaitées par la CRE de façon indépendante, mais de les faire s'articuler les unes avec les autres.

Ainsi, un fournisseur ayant une stratégie prudentielle de couverture en volume devrait pouvoir être exempté du contrôle de cohérence de ses offres dans la mesure où il n'y a aucune raison que ses offres soient économiquement incohérentes. Seules les variations anormales de prix devraient pouvoir être contrôlées ponctuellement sur la base de signalement des consommateurs, du Médiateur national de l'énergie ou de la DGCCRF, et ce afin de vérifier qu'il n'y ait pas d'arbitrage de couverture en cas de marché haussier. Inversement, un fournisseur doit avoir la possibilité d'adopter une stratégie de couverture plus risquée à partir du moment où ce dernier est en mesure de l'assumer, aussi bien financièrement (en donnant des gages à la CRE) que commercialement (en s'interdisant d'augmenter ses prix dans la limite de X% sous le contrôle de la CRE).

Surtout, nous nous demandons si le régulateur n'est pas en train de mettre en place un système particulièrement contraignant, chronophage - aussi bien pour ses services que pour les fournisseurs - et, in fine, peu efficace, en refusant de considérer deux problèmes structurels et simples à traiter qui participent grandement au dysfonctionnement du système :

- **le lissage sur 2 ans du TRVE et la possibilité pour un consommateur de pouvoir y retourner à tout moment** qui conduit à un arbitrage cyclique des consommateurs entre le TRVE (en cas de marché haussier) et certaines offres de marché (en cas de marché baissier) ;
- **la non réciprocité de l'engagement entre fournisseurs et consommateurs** : ainsi, un consommateur devrait pouvoir avoir le choix entre des offres pluriannuelles fixes et sécurisées avec un engagement mutuel et garanti par une obligation prudentielle de couverture, et des offres libres non engageantes, plus attractives mais nécessairement dépendantes du marché.

Question 2 : Identifiez-vous d'autres outils prudentiels que la CRE devrait mobiliser pour mieux répondre aux spécificités du marché français ?

ilek considère que certains contrôles devraient être réalisés dans le cadre de l'octroi des autorisations de fourniture, notamment en examinant le passif de l'entité requérante. Compte tenu de sa connaissance sectorielle, la CRE devrait, a minima, avoir un droit de veto sur l'octroi des autorisations de fourniture.

Question 3 : Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

Oui, étant précisé que, pour le marché de masse non soumis à des frais de résiliation, l'obligation devra s'appliquer sur la base de la taille du portefeuille hors prévision de croissance et diminué du taux d'attrition propre à chaque fournisseur.

Question 4 : Etes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

Oui.

Question 5 : Etes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des

obligations de couverture ?

Oui, pour le prévisionnel mais nous ne comprenons pas l'intérêt du contrôle ex post, sauf à venir alourdir inutilement la charge administrative du fournisseur.

Question 6 : Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

Oui, un contrôle au pas de temps annuel est suffisant. La CRE doit prendre en compte les contraintes en matière de temps de travail nécessaires pour répondre à de telles sollicitations, notamment pour les petits fournisseurs, et ce d'autant plus que ce contrôle viendra s'ajouter aux différentes obligations des fournisseurs déjà existantes et aux nouvelles obligations issues des Lignes directrices souhaitées par le régulateur.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

Oui.

Question 8 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

Oui, à la précision près que la CRE doit prendre en compte la thermosensibilité propre au portefeuille du fournisseur. En effet, certains fournisseurs ont des portefeuilles clients particulièrement sensibles à la sobriété avec une consommation déjà inférieure à 97% des consommations à température normale.

Question 9 : En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

Nous considérons que la CRE doit prendre en compte le taux d'attrition propre à chaque fournisseur, ce taux devant être majoré par un coefficient multiplicateur en cas de marché baissier.

Question 10 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicité ?

ilek tient à alerter la CRE sur le risque de contraindre davantage les fournisseurs s'approvisionnant via la détention d'actifs ou dans le cadre de PPA, que les fournisseurs s'approvisionnant à 100% marché. Il existe un réel risque de pénaliser l'approvisionnement direct producteur qui est intrinsèquement vertueux dans la mesure où il repose sur des contrats pluriannuels et permet le développement d'actifs de production renouvelable.

Notamment, concernant les notes financières des contreparties de PPA, ilek tient à rappeler que les fournisseurs évaluent eux-mêmes le risque de contrepartie au moment de la signature du contrat et qu'ils n'ont aucun intérêt à contractualiser avec une contrepartie "risquée". Surtout, compte tenu du profil des producteurs (petits exploitants) avec lesquels sont signés les PPA, il est important de préciser que la grande majorité ne dispose pas de notation financière. Il ne faudrait pas que cette contrainte conduise, indirectement, les fournisseurs à se détourner des petits producteurs.

Question 11 : Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

ilek considère qu'il n'y a pas de raison de traiter différemment les différents produits de couverture, et ce d'autant plus que la proposition de la CRE viendrait paradoxalement pénaliser l'approvisionnement via PPA reposant sur une stratégie prudentielle pluriannuelle que les pouvoirs publics souhaitent développer. Le choix de différents produits de couverture relève de la stratégie librement adoptée par chaque fournisseur en cohérence avec l'offre qu'il souhaite proposer dans le meilleur intérêt de ses clients.

Question 12 : Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

Comme le risque lié à la thermosensibilité des consommateurs est pris en compte par les fournisseurs, le risque de déviation de production est intégré par les fournisseurs dans leur stratégie de sourcing. Aussi, ce risque est lissé à l'échelle du portefeuille de producteurs avec lesquels le fournisseur contractualise des PPA. Il n'y a donc pas lieu de prévoir un abattement graduel en fonction de la typologie d'approvisionnement du fournisseur, sous peine de venir encore une fois pénaliser les fournisseurs s'approvisionnant ailleurs que sur le marché de gros.

Par ailleurs, avec la mise en place de taux d'abattement, la CRE exposera les fournisseurs à un risque de "sur couverture" qui n'est pas plus sécurisant qu'un risque de "sous couverture".

Question 13 : Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

Non.

Question 14 : Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

Réponse confidentielle.

Question 15 : Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

Oui dans l'ensemble à l'exception du plan d'affaires à moyen terme qui repose sur des données prévisionnelles et qui comprend des informations particulièrement sensibles et confidentielles dans la mesure où il comprend toute la stratégie de l'entreprise.

Plus globalement, les éléments à obtenir en priorité sont ceux permettant d'analyser la capacité de mobilisation de trésorerie. Dans ce cadre, il faut signaler que les dates de clôture des comptes annuels qui peuvent être différentes entre fournisseurs peuvent entraîner un biais dans leur analyse. Ainsi, un fournisseur clôturant ses comptes en octobre aura une bien meilleure trésorerie qu'un fournisseur les clôturant en avril par exemple.

Par ailleurs, l'analyse ne sera pas la même entre comptes sociaux ne prenant en compte que les résultats de la société-mère et comptes consolidés des filiales de fourniture.

Question 16 : La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?

Les autres risques identifiés :

- Risques d'instabilité réglementaire (fin ARENH, mécapa, TRVE, CEE, CPB, GO, etc.)
- Risques politiques et géopolitiques
- Risque de production à grande échelle venant déstabiliser le marché (cf. nucléaire)
- Risques de thermosensibilité d'autant plus important avec le changement climatique

Question 17 : Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ? Etes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Si l'organisation proposée semble satisfaisante, la CRE doit garder à l'esprit que tous les fournisseurs n'ont pas les mêmes moyens financiers et humains. Ainsi, pour certains fournisseurs, il sera difficile de créer un poste dédié de Directeur responsable de la gestion des risques qui n'occuperait aucune autre fonction au sein de l'entreprise en lien direct ou indirect avec l'achat ou la vente d'énergie (Directeur énergie ou Directeur financier par exemple).